

La culture américaine de la victoire

Etienne De Durand

Responsable du Centre des Etudes de Sécurité, IFRI

Juin 2006

Alors que le thème de la victoire a pratiquement disparu des préoccupations et du lexique stratégiques européens, il n'a jamais cessé d'occuper une place centrale aux Etats-Unis. La culture de victoire renvoie à un premier niveau à la recherche obsédante du succès stratégique et au culte de la victoire militaire (ainsi qu'à son contraire, la hantise de la défaite), mais également aux termes dans lesquels est défini le succès, dans la mesure où ces termes conditionnent grandement le choix du recours à la force, les modalités d'emploi des moyens militaires et la conclusion des guerres et des interventions. Moins qu'une permanence et davantage que de simples adaptations lentes, la notion de culture doit d'abord être comprise comme l'interprétation du présent à travers un prisme constitué des représentations héritées du passé ; en d'autres termes, la "culture" désigne les effets d'inertie induits par la réinterprétation de l'expérience historique à travers le débat politique.

D'où l'intérêt d'un examen des éléments de la culture stratégique américaine à partir de cette clef de lecture et d'une évaluation des conditions qui pourraient conduire à une "normalisation", en

particulier via l'altération, voire l'abandon définitif de la culture de victoire nationale. Parce que la victoire se tient à l'articulation entre le politique et le militaire, il convient de distinguer aussi systématiquement que possible entre le niveau politique, y compris la scène politique intérieure et les représentations de la population, et le niveau militaire, qu'il s'agisse du statut général de la victoire ou des conditions de l'engagement et du succès tels qu'ils sont décrits et anticipés dans la doctrine. Parce que le terme même de culture renvoie à un certain héritage du passé, il convient également de replacer ces représentations de la victoire dans l'évolution historique qui les a produites, pour décrire le cadre qui en résulte aujourd'hui et les marges d'évolution possibles à l'occasion d'événements majeurs comme l'occupation de l'Irak.

LA LONGUE CRISE DE LA CULTURE DE LA VICTOIRE AMÉRICAINE

La culture de victoire est d'abord le produit d'une certaine culture politique et stratégique, en particuliers de certains éléments remarquablement stables dans le temps comme l'impatience populaire, réelle et anticipée par les hommes politiques, durant une guerre ; le désir d'un résultat net, et donc une préférence marquée pour une définition "militaire" de la victoire ; enfin, et en conséquence, la tentation de la guerre totale et de l'écrasement de l'adversaire...Or, qu'il s'agisse de l'interdit nucléaire ou de la défaite au Vietnam, l'expérience historique récente des Etats-Unis a largement consisté en une série de remises en cause de cette culture traditionnelle, remises en cause elles-mêmes perpétuellement subverties ou surmontées.

La victoire comme évidence

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis se caractérisent par une culture de la victoire simple et claire, directement héritée du XIXe siècle européen et de l'expérience de la guerre de Sécession.

La culture américaine de la victoire

Au niveau politique, si les “petites guerres” et autres interventions menées outre-mer par les Etats-Unis ne sont jamais aussi naturellement acceptées qu'en Europe, la guerre étant perçue comme intrinsèquement mauvaise et tout à fait exceptionnelle, en revanche, au niveau de la " grande guerre ", seule tenue pour importante, l'Amérique s'inscrit pleinement dans la logique de guerre totale née avec la Révolution française et Napoléon. Dans ce cadre, la guerre est perçue comme une rupture complète par rapport à l'état de paix, nécessitant l'accord du Congrès et du Peuple, et donc la mobilisation de la nation, la victoire comme le triomphe militaire qui marque le passage de la guerre à la paix et le retour à la normale. Paix et guerre sont aussi nettement séparées qu'interne et externe.

La substitution de la Prusse à la France comme modèle militaire après 1870 n'altère en rien la prégnance du paradigme de la grande guerre, et il n'est pas exagéré de prétendre que la culture militaire américaine provient largement d'une matrice “napoléono-prussienne”, dans laquelle le but de guerre est nécessairement l'écrasement de l'adversaire, ce qui implique à la fois la poursuite de la bataille décisive, du “fort au fort”, et la séparation rigide entre dimension politique et dimension militaire - trait non-clausewitzien repris d'une interprétation erronée des guerres napoléoniennes.

A l'œuvre pendant la guerre de Sécession, ce paradigme est définitivement consacré par la participation tardive des Etats-Unis à la Première Guerre mondiale dont le pays sort stratégiquement renforcé sans que son armée ou sa population n'aient eu à connaître la lassitude et l'épuisement. C'est avec ce bagage historique intact que les Etats-Unis conduisent et remportent le second conflit mondial qui, en les plaçant à la tête du camp occidental, en “leader du monde libre”, vient clore “l'Age de l'Innocence” de la culture stratégique américaine.

La guerre froide : la victoire comme horizon

Avec la guerre froide et l'avènement du nucléaire, la définition de la victoire, jusqu'alors évidente, se brouille, et la recherche de son obtention devient problématique, puis suicidaire.

L'oxymore que représente l'expression "guerre froide" n'est nulle part plus évident qu'aux Etats-Unis, où la situation de confrontation permanente mais non résolue avec l'URSS, abolit en partie la distinction politique, juridique et morale entre état de paix et temps de guerre, obligeant les Etats-Unis à élaborer une "stratégie de sécurité nationale" permanente et à développer toutes les institutions chargées de la mettre en œuvre : Secrétariat à la Défense, Conseil de sécurité nationale et complexe militaro-industriel. S'en trouvent définitivement altérés les équilibres institutionnels, les structures économiques et la vie politique du pays.

"Guerre impossible, paix improbable" : la formule se vérifie par les défis que posent simultanément les crises locales et les implications du fait nucléaire. Dans ce cadre, le containment correspond à une stratégie prudente, qui repose sur les alliances, la patience et l'usage de toutes les dimensions de la puissance, avec une relative prédominance des moyens non militaires, et escompte le succès par l'effondrement à terme du système soviétique¹. En ce sens, l'endiguement peut sembler en complète contradiction avec la culture stratégique traditionnelle. En réalité, les élites nationales n'ont accepté que progressivement, et jamais entièrement, la parité nucléaire et les contraintes engendrées par la dissuasion. La recherche de la supériorité et la tentation d'une résolution définitive ressurgissent à intervalles réguliers, en particulier avant la crise de Cuba mais aussi postérieurement : "roll back" d'Eisenhower et de Dulles, contre-offensive reaganienne...

De même au sein des cercles militaires. Si l'*Army* et la *Navy* semblent se rallier pendant les années 50 au thème de la "guerre limitée", qui est d'abord le fruit des réflexions conduites par des experts civils, c'est essentiellement pour des raisons budgétaires. A plus long terme, toutefois, on constate non seulement que la guerre de Corée laisse un souvenir déplaisant aux militaires, qui la perçoivent majoritairement comme une défaite, mais surtout que la culture de l'*US Air Force* et plus largement les plans de frappe nucléaires successifs, avec la recherche d'une première frappe désarmante en cas d'échec de la dissuasion² ("overkill"), témoignent de la persistance de la tradition conjointe de la guerre totale et de la victoire décisive³.

1. KENNAN George ("X"),
"The Sources of Soviet
Conduct", *Foreign Affairs*,
1947.

2. KAHN Herman, *War
Termination: Issues and
Concepts - final report*.
HI-921/3-RR, Hudson
Institute, Croton-on-
Hudson, 1968 ;

WOHLSTETTER Albert,
"The Delicate Balance of
Terror", *Foreign Affairs*,
January 1959

3. Sur le premier point, voir
WORDEN Mike, *Rise of the
Air Force Generals - The
Problem of Air Force
Leadership 1945-1982*,
University Press of the
Pacific, Honolulu, 2002 ;
sur le second, voir
ROSENBERG David Allen,
"The Origins of Overkill:
Nuclear Weapons and
American Strategy, 1945-
1960", *International
Security*, 1983.

La culture américaine de la victoire

Ce n'est que progressivement que finit par s'imposer la résignation à "l'équilibre de la terreur", à la "destruction assurée" et aux objectifs parallèles de limitation des dommages et de conclusion maîtrisée de l'affrontement - c'est précisément dans ce contexte qu'émergent des expressions diverses, comme *war termination* qui traduisent la gêne ressentie et l'interdit que représente désormais l'objectif de la victoire. Cependant, les Etats-Unis n'adoptent jamais en tant que telle la doctrine "MAD" et la course aux armements de quantitative se fait qualitative, avec l'augmentation de la précision et l'introduction des têtes multiples et autres missiles de croisière. Surtout, le thème de la " stabilité stratégique ", placé au cœur des théories de la dissuasion des années 60 et 70, ne trouve sans doute pas véritablement traduction au niveau des plans de frappe - ce dernier point demande à être confirmé par la déclassification progressive des archives de l'époque - et fait finalement l'objet de vives controverses pendant les années 1980, avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan.

En définitive, deux conclusions s'imposent : la résurgence périodique du thème de la victoire, traduit par des doctrines et des plans divers, et la dissociation entre le niveau politico-stratégique et le niveau militaro-opérationnel. C'est toutefois un engagement classique qui remet fondamentalement en question la culture stratégique américaine forgée au cours de la guerre froide, ainsi que les conceptions traditionnelles des militaires, jusqu'à produire une renaissance paradoxale de la culture de victoire, renaissance dont les répercussions ne se limitent pas au seul niveau militaire mais affectent pleinement la sphère politique.

Vietnam : l'expérience intolérable de la défaite

Le Vietnam représente pour l'Amérique un traumatisme qui n'épargne pas plus la société que les sphères politico-stratégiques, jusqu'à constituer apparemment une remise en cause complète de la culture américaine de la victoire.

En interne, la poursuite de la guerre après 1968, sous couvert de "paix dans l'honneur" et de rapatriement des prisonniers américains,

a pour objectif d'atténuer l'impression d'échec. Cette stratégie échoue lorsque interviennent en l'espace de trois ans le scandale du Watergate, la démission subséquente de Nixon et l'abstention américaine de 1975, qui permettent au Nord-Vietnam d'en finir avec le régime de Saïgon, transformant de ce fait l'échec américain en défaite complète, irrémédiable et surtout imputable. Dès lors se met en place un jeu d'accusations réciproques entre démocrates et républicains, civils et militaires, Présidence et Congrès, élites et population, jeu qui conduit à une profonde recomposition politique et même institutionnelle. Le Vietnam et le Watergate entraînent ainsi la remise en cause de la "Présidence impériale" par le Congrès, l'émasculatation de la CIA et parallèlement la révision de la politique étrangère américaine. A l'échelle internationale, les années 1970 correspondent à un affaiblissement net de la position des Etats-Unis. Après avoir extirpé le pays d'un conflit ruineux en généralisant le désengagement américain du Tiers Monde - doctrine Nixon -, et par-delà les préférences personnelles d'Henry Kissinger pour la *balance of power*, l'acceptation de la parité avec l'URSS et son corollaire progressif, la détente, visent d'abord à préserver ce qui peut l'être de la "crédibilité" des Etats-Unis - la raison même qui avait été avancée pour justifier l'engagement en Asie du Sud-Est - puis à restaurer l'équilibre par l'alliance de revers avec la Chine. Le réalisme teinté de pessimisme qui caractérise la politique étrangère américaine des années 1970 n'est pas simplement le contrecoup de la défaite et de la crise économique, mais traduit un scepticisme plus profond quant à l'utilité de la force et à la possibilité de son emploi.

Au sein de l'institution militaire, l'après-Vietnam est marquée par une crise profonde, qui se résout par un double mouvement de refondation, stratégique et technique. Les armées abandonnent le draft et se professionnalisent intégralement. L'armée de terre se reconstruit grâce à un remarquable travail doctrinal, paradoxalement nourri par le modèle du *blitzkrieg* allemand. Pour sa part, l'*US Air Force* délaisse le dogme du bombardement stratégique et le champ nucléaire au profit des opérations et des systèmes d'armes conventionnels à forte dimension technologique : armes de précision, furtivité etc. Plus généralement, les armées commencent à mettre

La culture américaine de la victoire

au point les procédures et les systèmes d'armes majeurs qui ont fait leur succès jusqu'à aujourd'hui. Stratégiquement parlant, elles se structurent de telle sorte à éviter un nouveau Vietnam, par exemple en contraignant le pouvoir politique à faire obligatoirement appel aux réserves en cas d'engagement majeur (concept Total Force). Elles font également montre d'une extrême prudence, exigeant des moyens considérables pour des interventions très réduites (Grenade, 1983). En parallèle, sont pêle-mêle vouées aux gémonies les notions "d'escalade contrôlée" ou de "guerre limitée" au profit d'une restauration du paradigme de la grande guerre - c'est à cette époque que le terme "décisif" est systématiquement accolé à ceux d'opérations, d'engagement et surtout de victoire. Alors même que désormais cette dernière va moins que jamais de soi, enfermée comme elle l'est entre l'interdit nucléaire et la possibilité d'échecs bien réels (Vietnam, opération "Desert One"), on n'en procède par moins à une restauration du paradigme de la victoire, qui perd son caractère d'évidence pour devenir un horizon problématique, un objectif d'autant plus impérieux qu'on s'efforce en pratique d'éviter toute possibilité d'échec.

La " restauration reaganienne "

C'est dans ce contexte qu'intervient en 1980 l'élection de Ronald Reagan, qui correspond d'abord à une volonté de rupture avec la crise politique et économique, la morosité des années 1970 et tout particulièrement le sentiment d'humiliation qui accompagne la fin du mandat de Jimmy Carter, avec l'affaire des otages en Iran et le fiasco de l'opération "Desert One". De façon révélatrice, le candidat républicain se réclame du slogan "*America is back*" et entend relancer l'optimisme américain en renouant avec les valeurs traditionnelles, en interne comme en externe, qu'il s'agisse du libéralisme économique ou de l'affirmation de la vertu américaine face à l'URSS, "empire du mal". En renvoyant dos-à-dos les deux périodes de la détente, le réalisme cynique kissingérien et la faiblesse idéaliste de Jimmy Carter, Reagan répudie des tendances étrangères à l'idéal national et entend restaurer dans un même mouvement la moralité et la force de l'Amérique, tenues pour inséparables.

L'effort financier entrepris sur le plan budgétaire s'accompagne d'une posture stratégique offensive (déploiements des *Pershing-II* et des missiles de croisière en Europe, du MX aux Etats-Unis, refus de "l'arms control", guerre clandestine en Afghanistan) et d'une rhétorique combative qui ne laisse pas d'inquiéter les gouvernements alliés. La recherche de la supériorité stratégique est relancée par le double truchement de la doctrine de la "guerre nucléaire prolongée" et de la défense antimissiles (projet SDI vite caricaturé par la presse en "guerre des étoiles" mais qui n'en remplit pas moins ses objectifs de politique intérieure, désarmer les antinucléaires)⁴. Pour autant, la rhétorique va très au-delà de la réalité. Au Liban, l'attaque terroriste qui cause la mort de 241 *Marines* se solde par un retrait rapide. Restauration plus formelle que réelle de la culture stratégique traditionnelle, l'épisode reaganien n'en démontre pas moins la persistance d'une certaine culture de victoire tout au long de la guerre froide et jusqu'au plus haut niveau de l'affrontement virtuel. Plus important encore, le reaganisme met en place les éléments et le cadre qui n'attendent plus qu'un contenu, c'est-à-dire des événements favorables, pour permettre la refondation contemporaine de la culture de victoire américaine. Celle-ci tient pour l'essentiel à la conjonction fortuite de deux événements : la désintégration du rival soviétique et le triomphe militaire remporté dans le Golfe, sur fond de reprise économique soutenue.

LE MOMENT UNIPOLAIRE

Le sens pris par la fin de la guerre froide

Nous sommes aujourd'hui habitués à l'Amérique triomphante, loin du "débat décliniste" qui a marqué la fin des années 1980. Au sortir du long duel avec l'URSS, la population américaine paraît focalisée sur les difficultés intérieures économiques et sociales : perte de compétitivité face au Japon, tensions entre communautés et émeutes raciales à Los Angeles, récession économique en 1991... Si elles sont naturellement regardées comme des bonnes nouvelles, la fin de la guerre froide et la disparition de l'URSS font d'abord figure de succès par inadvertance, de combat gagné par

4. GRAY Colin in *International Security*, Summer 1979, au titre révélateur : "Nuclear Strategy: The Case For A Theory of Victory".

abandon de l'adversaire, s'affaissant sous l'effet de ses propres contradictions, plus que par vertu propre. La fin de l'Union soviétique et les problèmes rencontrés par les Etats-Unis sont d'ailleurs interprétés à l'aune d'un même étalon : celui du déclin des "puissances militaires" par rapport aux "puissances commerçantes"⁵. Initialement, le soulagement l'emporte sur le triomphalisme.

Pour leur part, historiens et commentateurs regardent d'abord le succès de 1991 comme l'aboutissement d'une politique de fermeté maîtrisée, conduite sur le long terme et non comme le résultat d'initiatives récentes spécifiques. Seule l'école néoconservatrice interprète aussitôt la "divine surprise" de 1991 comme une validation *ex post* du reaganisme. Le projet SDI, l'aide aux guérillas antimarxiste ou le réarmement américain et plus généralement la fermeté morale et politique sont mobilisés tour à tour pour expliquer, sinon l'épuisement du rival soviétique, du moins l'accélération du processus de délitement interne. Ce n'est que progressivement, au fur et à mesure que s'installe un nouvel optimisme, dû dans une large mesure au redémarrage spectaculaire de l'économie sous Bill Clinton, que la fin de la guerre froide est de plus en plus couramment regardée comme une victoire. Etrange victoire, si victoire il y eut, qui ne comporte aucun des attributs classiques de l'événement, qu'il s'agisse du défilé dans la capitale de l'ennemi, de sa reddition inconditionnelle ou de la définition explicite d'un nouvel ordre international, établi dans des traités et des institutions.

C'est ici précisément qu'intervient la guerre du Golfe et l'opération "*Desert Storm*" : au prix de 48 morts et de quelques centaines de blessés, la coalition emmenée par les Etats-Unis libère le Koweït et écrase en six semaines ce qui était décrit comme la "quatrième armée du monde", en tout cas la principale puissance militaire du monde arabe. Rarement dans l'histoire moderne a-t-on pu observer succès aussi net, résultat militaire aussi "déséquilibré". Le caractère bâclé du cessez-le-feu, les difficultés rencontrées dans le désarmement subséquent de l'Irak, ou même la valeur incertaine de l'adversaire, ne doivent pas obscurcir ce qui à l'époque semblait mettre fin, une bonne fois pour toutes, au syndrome du Vietnam dans toutes ses dimensions⁶. L'opération a été conduite selon les

5. KENNEDY Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Vintage Editions, 1989.

6. BUSH George H.: "By Jove, we've kicked the Vietnam syndrome once and for all !", 22/02/1991 - cité dans GORDON Michael et Bernard Trainor, *The Generals' War: The Inside Story Of The Conflict In The Gulf*, Little & Brown, 1st ed., Boston, 1995

préceptes de la doctrine Weinberger, voulus et assez largement appliqués par les militaires américains, Colin Powell en particulier, et avec globalement assez peu “d’interférences” de la part du pouvoir civil. Au final, cette “guerre des généraux” se solde par un “triomphe sans victoire” qui non seulement consacre tous les efforts de réforme militaire entrepris depuis les années 1970, mais surtout donne son sens à la fin de la guerre froide, en en fournissant l’indispensable composante militaire.

De la “divine surprise” à la “nation indispensable” : le triomphalisme de l’après-guerre froide

La fin de l’ordre bipolaire représente un apogée pour les Etats-Unis. Face à un Japon en crise et à une Europe atone, l’extraordinaire vitalité économique et technologique qui caractérise les Etats-Unis pendant les années 1990 est au fondement non seulement du “hard power” américain, mais aussi d’un optimisme retrouvé. De même, au niveau politique et militaire, les différentes crises internationales démontrent toutes, des Balkans au Rwanda en passant par la Somalie, échec retentissant mais périphérique, le caractère central de l’intervention comme de l’abstention américaine. “Nation indispensable” ou “empire du milieu”⁷, les Etats-Unis sont la seule nation à être simultanément présente sur tous les registres de la puissance et à détenir ou à maîtriser les principaux instruments d’intervention.

Pour autant, la situation exceptionnelle qui prévaut en l’absence d’ennemi désigné rend extrêmement difficiles la focalisation de l’activité stratégique sur un objet spécifique et donc l’élaboration d’une stratégie véritable, au-delà de succès locaux ou de projets très généraux visant par exemple la diffusion de la démocratie de marché et des valeurs libérales (stratégie de sécurité nationale définie par Anthony Lake, 1996). L’Administration Clinton ne choisit pas, mais alterne et panache, refusant à la fois d’abandonner la culture de victoire - ce que supposeraient sans doute le multilatéralisme ou “l’engagement sélectif” - de la revendiquer explicitement en l’adaptant - paradigme de la primauté - ou de concentrer la puissance militaire nationale sur une aire géographique bien

7. MELANDRI Pierre et Justin VAISSE, *L’empire du milieu : Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob, Paris, 2001

La culture américaine de la victoire

précise (isolationnisme). La “grande stratégie” américaine des années 1990 n'en est ainsi pas vraiment une, qui fait primer au final la minimisation des risques politiques internes, ce qui explique à la fois l'impératif de protection des forces et de limitation extrême des pertes (ce que l'on nomme improprement “la doctrine du 0 mort”), la préférence fréquente pour les cadres d'action multilatéraux, l'engouement pour l'arme aérienne, et enfin le primat des critères de succès internes sur l'accomplissement de la mission.

Au niveau militaire, on assiste en parallèle à la cristallisation de la doctrine Powell, après sa validation dans le Golfe, et à la consécration des forces armées en général. Dans ce cadre, le mouvement de la “révolution dans les affaires militaires” (RMA) émerge comme nouvelle théorie de la victoire et finit par être adopté, au moins de façon rhétorique, par tous les services, sur fond de réductions successives du format des forces et d'un contexte budgétaire globalement défavorable, qui tous deux exacerbent les querelles interarmées. C'est qu'en effet la RMA se concentre sur la “grande guerre technologique” et par là entre parfaitement en adéquation avec les préférences profondes de l'institution militaire. Alors même qu'elle est confrontée, de la Somalie au Kosovo, à une réalité opérationnelle faite d'opérations “de paix” et d'engagements de faible intensité mais dans la durée, donc de plus en plus divergente par rapport au paradigme de la grande guerre⁸, l'*Army* n'en continue pas moins de hiérarchiser “guerre” et “opérations autres que la guerre” (OOTW) et de tenir pour secondaires ces dernières missions. De même l'*Air Force* et la *Navy*, avec encore plus de facilité, se concentrent-elles sur des scénarios exigeants ou futuristes, défense de Taiwan ou de la péninsule coréenne, militarisation de l'espace etc., ne prêtant qu'une faible attention aux scénarios “mineurs”, jugés aussi secondaires stratégiquement qu'hors de propos budgétairement.

Le niveau militaire se caractérise donc par une dissonance importante entre les préférences, les objectifs et les structures d'un côté, les engagements réels et les résultats finaux (politiques donc) de l'autre, illustrant au passage la force du culte voué par les militaires à une conception parfaitement traditionnelle de la victoire

8. SMITH Rupert dans *The Utility of Force: The Art of War in the Modern World*, Allen Lane, London, 2005, oppose ainsi deux paradigmes : "industrial war" et "war amongst the people".

et l'inadéquation de cette dernière. Incontestable et d'ailleurs incontesté pour ce qui est de la grande guerre et des "espaces communs"⁹, l'imperium américain s'étend plus difficilement "au sol", dans des situations complexes requérant des usages limités de la force et une volonté politique comparable aux capacités militaires. Le thème de la victoire est donc présent à tous les niveaux et sous diverses formes, sans pour autant que ses éléments constitutifs, qui n'entrent que ponctuellement en résonance les uns avec les autres, soient ordonnés au sein d'un tout cohérent, d'un véritable projet stratégique. Ainsi, et si tous les éléments sont en place, de l'économie à la suprématie militaire, qui consacrent l'exceptionnelle prééminence des Etats-Unis et favorisent le développement d'un triomphalisme renouvelé, il n'existe pas de consensus stratégique national à partir duquel élaborer une "grande stratégie" ou focaliser cette culture de victoire rémanente.

LE RÉALIGNEMENT DE LA STRATÉGIE ET DE LA CULTURE DE VICTOIRE AMÉRICAINES

Il revient justement aux républicains d'avoir essayé en 2000 d'élaborer un projet stratégique cohérent. Si le choc du 11 septembre l'a naturellement bouleversé, ses effets n'en ont pas moins continué d'influer sur les choix stratégiques américains et leurs modalités d'application, en Afghanistan comme en Irak, jusqu'à parfois en compromettre le succès. En retour, les difficultés rencontrées en Irak ont obligé l'Administration Bush à redéfinir les termes du succès stratégique, entraînant une distanciation avec la culture de victoire traditionnelle. Au final, il est encore trop tôt pour dire si l'épisode irakien ne constitue que l'apogée du cycle désormais traditionnel, au cours duquel la culture de victoire américaine atteint son point culminant pour régresser puis renaître à nouveau, ou bien si les années récentes ont introduit une inflexion irrémédiable.

9. POSEN Barry et Andrew Ross, "Competing Visions of U.S. Grand Strategy", *International Security*, vol. 21, n°3, Winter 1996/97, CSIA, MIT Press, 1996.

Le projet républicain : intérêt national et primauté technologique

Si la nouvelle politique de sécurité est initialement placée sous le signe de l'intérêt national et donc de l'adoption d'une attitude plus prudente¹⁰, il s'agit en réalité de pérenniser le "moment unipolaire", et en particulier de garantir la supériorité militaire américaine à long terme, par rapport à n'importe quel compétiteur potentiel, la Chine tout spécialement. C'est dans cette perspective qu'il convient de comprendre à la fois la non-ratification du CTBT, l'abrogation du traité ABM, préalable indispensable au déploiement de défenses antimissiles nationales, enfin la volonté exprimée de quitter les Balkans ou de "résoudre" le problème irakien.

Au niveau militaire, le nouveau Secrétaire à la Défense est un ardent partisan de la RMA, rebaptisée "transformation". Donald Rumsfeld entend ainsi réorienter l'investissement de défense vers la préparation de l'avenir : capacités de frappes à longue portée, défenses antimissiles et sécurisation de l'espace. Les opérations terrestres de stabilisation ne sont pas complètement proscrites mais réservées à un objectif proprement stratégique et par nature exceptionnel, la "victoire décisive", qui correspond à un changement de régime par la force et à l'occupation d'un pays dans la durée.

En ce sens, le projet stratégique républicain entend en finir à la fois avec la pusillanimité stratégique de l'ère Clinton, faite de représailles inefficaces par frappes à distance, et l'impuissance engendrée par l'absolutisme de la doctrine Powell. Au niveau stratégique et politique, il s'agit de mettre en cohérence les différents niveaux de l'action extérieure et de les aligner autour du paradigme de la "primauté" entendue comme pérennisation du succès stratégique. Ce faisant, l'Administration Bush rompt effectivement avec le paradigme de la guerre froide, dans lequel le leadership américain passait par la recherche du consensus avec les alliés et le rejet de l'action préventive, au profit d'un retour à la tradition américaine antérieure, dans laquelle l'hégémonie américaine dans le Nouveau Monde était sécurisée par la préemption, l'unilatéralisme et une relative abstention des affaires internationales¹¹.

10. Rice (2000).

11. LEWIS GADDIS John, *Surprise, Security, and the American Experience*, Harvard university Press, march 2004

Le 11 septembre et ses suites : de la primauté réaliste à l'hégémonisme démocratique

La première caractéristique du 11 septembre est l'effet de surprise complet que représentent les attaques contre le *World Trade Center* et le Pentagone, choc immédiatement comparé à Pearl Harbor, c'est-à-dire à une rupture stratégique marquant une entrée en guerre.

A l'origine d'un certain malentendu transatlantique, le recours immédiat à la figure de la guerre procède d'une triple causalité, de nature fondamentalement interne. En premier lieu, parce qu'elle répond à une attaque surprise violant le sanctuaire national, cette déclaration de guerre poursuit une longue tradition qui, de la destruction de Washington en 1812 jusqu'à Pearl Harbor, a façonné la culture stratégique américaine : l'existence d'un danger direct contre le territoire américain appelle une réponse décisive. En second lieu, l'expression "*war on terror*" s'inscrit dans le prolongement des "*culture wars*" des années 1970 et au-delà, ou encore de la "*war on drugs*" décrétée par G.H. Bush, associant le terme de "guerre" à toute entreprise publique d'importance¹². En troisième lieu, enfin, la rhétorique de guerre a eu pour double fonction d'accroître les marges de manœuvre gouvernementales et d'englober des problématiques tantôt liées, tantôt disjointes. La réactivation de la culture de victoire nationale a permis de couvrir ou d'amplifier des objectifs politico-stratégiques antérieurs, par exemple le changement de régime en Irak et le projet de remise en ordre du Moyen Orient. Les déboires venus, enfin, on a voulu conserver le soutien populaire en développant une théorie argumentée de la victoire en Irak, intitulée "*National Strategy for Victory in Iraq*". L'Administration Bush a donc autant exprimé la culture de victoire traditionnelle qu'elle ne l'a instrumentalisée, favorisant ainsi l'illusion d'une résolution "décisive", c'est-à-dire par la force, de la crise ouverte par le 11 septembre.

12. DURAND Etienne de,
" Le nouveau paradigme
stratégique républicain ",
*Revue française d'études
américaines*, n° 90,
octobre 2001.

Or, la qualification de "guerre contre le terrorisme" n'a pas manqué d'entraîner des effets pervers, apparaissant non seulement inadéquats, mais encore dangereuse, littéralement *self-defeating*,

La culture américaine de la victoire

puisqu'elle favorise des attentes irréalistes au regard de l'entreprise de longue haleine que constitue la réduction du djihadisme. En outre, l'invasion de l'Irak s'est révélée un pari contre-productif au regard même de la logique de victoire recherchée : le retentissement local et régional (au Moyen Orient) du succès militaire initial n'a joué qu'un temps, pour s'inverser complètement avec l'enlisement des armées américaines sur place, jusqu'à expliquer assez largement l'attitude actuelle de l'Iran. De même, la volonté de conserver le "momentum" acquis après le renversement des Talibans, si elle s'explique entre autres par des raisons de politique intérieure, a contribué au choix de la cible suivante, à savoir un ennemi classique, disposant d'un appareil d'Etat et de forces militaires géographiquement localisées.

Pour des raisons symétriques et inverses, la découverte après la chute de Saddam Hussein d'une opposition violente et invulnérable à une défaite décisive a largement contribué à créer le sentiment d'enlisement aujourd'hui ressenti par la population, tout en enfermant l'Administration Bush dans un dilemme insoluble : se retirer après avoir constamment lié l'Irak et Al Qaïda et vanté les mérites d'une démocratisation de la région, ou tenir jusqu'à la victoire finale face à une dégradation continue, qu'il s'agisse de coût financier, de pertes humaines ou de simple durée, en risquant de laisser définitivement la population américaine et donc de conduire à un retrait précipité inévitablement interprété comme une défaite - bref, le repli et l'échec (scénario libanais) ou l'humiliation et la défaite (scénario vietnamien). Au regard des enjeux externes comme internes, avivés par la rhétorique et l'obsession de la victoire qui caractérisent les responsables actuels, il n'est guère surprenant que le risque de la défaite ait été préféré, au moins temporairement, à l'inconfort de l'échec, selon la mécanique bien connue du "*commitment trap*". Reculer en Irak, surtout de façon précipitée, présentait deux risques également insupportables pour le gouvernement : être battu à son propre jeu aux yeux des Irakiens comme du Moyen Orient en général, ruinerait la crédibilité sur place de l'unique superpuissance, tout en représentant une victoire majeure pour la nébuleuse djihadiste ; aux Etats-Unis mêmes, céder équivaldrait à la "perte de la Chine" par Truman ou à la

renonciation de Johnson en 1968, c'est-à-dire le fait d'assumer la responsabilité d'une défaite immédiatement et durablement exploitable par le camp adverse.

En ce sens, ce sont bien entendu l'absence de stocks d'ADM en Irak et l'importance déterminante de la scène politique intérieure qui expliquent que l'Administration Bush ait dû progressivement substituer, à propos de l'Irak, le projet idéaliste de démocratisation du Moyen Orient à l'argumentaire de la sécurité réaliste ; mais l'éloignement d'une perspective victorieuse au sens classique a probablement pesé aussi lourd. Les déboires rencontrés et le spectre de la défaite expliquent ainsi le recours à la thématique néo-conservatrice de l'hégémonisme démocratique et l'acceptation par ce courant de pensée du thème et du terme même d'empire américain, jusqu'alors confinés aux franges gauchistes et "critiques" du monde politique et de la sphère universitaire¹³. Au final, les deux objectifs initialement visés, la dynamique victorieuse et ce que l'on pourrait appeler la doctrine de la préemption dissuasive, se sont retournées contre le gouvernement américain, le contraignant à prendre ses distances avec la culture de victoire qu'il avait lui-même réactivée.

“Endgames” ?

A cet égard comme d'ailleurs sur presque tous les plans, le facteur déterminant demeure naturellement l'issue de l'entreprise irakienne, c'est-à-dire à la fois sa conclusion objective et le sens qui lui sera donné sur la scène politique américaine. Le réalignement constaté de la politique de sécurité nationale, avec l'acceptation d'un conflit long et même d'un succès qui soit “moins que la victoire”, ne diminue en rien sur le plan intérieur le besoin désespéré de succès qui caractérise l'Administration Bush. Quels que soient les scénarii envisageables, il n'est pas impossible que les Américains acceptent, par-delà une Administration Bush déconsidérée et une possible alternance politique, la perspective d'une lutte longue et incertaine contre les périls concomitants du djihadisme international et de l'instabilité au Moyen Orient, un peu à la manière de ce que fut le *containment* pendant la guerre froide. Dans cette perspective, la

13. Voir *The National Interest*, numéro du printemps 2003, largement consacré à l'empire américain, son caractère désirable ou pérenne et la façon de le gérer ; voir également FERGUSON Niall, *Colossus : The Price of America's Empire*, Penguin Books, 2004

culture de victoire nationale subirait bien une altération, mais davantage sur le mode de la rationalisation que de la normalisation : en d'autres termes, ses aspects les plus perturbateurs, tels que la tentation impériale et l'hégémonisme démocratique, se verraient gommés au profit de représentations plus prudentes, sans pour autant que disparaissent la hantise de la défaite, la célébration du succès et le souci de la victoire.

